

L'existence politique

Hubert Aquin

Volume 4, numéro 21, mars 1962

Le séparatisme

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/59875ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Aquin, H. (1962). L'existence politique. *Liberté*, 4(21), 67–76.

L'existence politique

HUBERT AQUIN

Ce que le colloque du RIN nous a appris, entre autres, choses, c'est que des gens que nous respectons se méfient du nationalisme sous toutes ses formes, comme de la peste. Ce préjugé (c'est forcément un préjugé quand il s'applique au séparatisme actuel qui " propose " l'indépendance), ce préjugé, donc, se nourrit du fantôme de Duplessis, du souvenir plus ou moins amer du patriotisme de 1930 autant que des vieux échecs politiques dont est jalonnée notre histoire. Au nom de tout un passé qu'on croit déterminant, on refuse un avenir que nous gardons pourtant le pouvoir de déterminer, du moins selon les principes de Saint-Thomas et de Jean-Paul Sartre. Cette opposition à l'idée de l'indépendance du Québec est paradoxalement bien typique du Canadien français, conquis à part entière, maintes fois déçu par ses chefs et presque traumatisé par tant de déboires.

Le séparatisme réveille en plusieurs cette histoire décevante et la crainte qu'elle s'allonge d'un autre chapitre encore plus décevant. C'est pourquoi, les leaders séparatistes n'ont pas la tâche facile : ils proposent à leurs compatriotes qui se sont fait avoir si souvent de risquer une fois de plus ! Ils proposent non pas de rechigner, de demander, de défendre, mais de construire à neuf un pays dont nous avons pris l'habitude qu'il ne nous ap-

partienne pas tout-à-fait. Ce n'est pas l'amélioration d'un vieux compromis qu'ils préconisent, mais une révolution nationale complète. Or, nous avons depuis longtemps renoncé à toute révolution, à moins qu'il ne s'agisse d'une révolution particulière et qui ne remette pas en cause notre sécurité dans la Confédération, car il faut bien convenir que la dépendance politique dans laquelle nous sommes comporte une sécurité. A peine ai-je écrit ce mot que déjà tout ce qu'il renferme de duperies me révolte. Nous sommes victimes d'une équivoque: le non-combat nous donne l'illusion de la sécurité et du repos. Nous en sommes arrivés à un point du combat entre nous, Canadiens français, et le Canada anglais, où notre lassitude et notre épuisement nous feraient crier " chute ". Nous sommes les plus faibles, économiquement et politiquement, nous serons toujours de plus en plus faibles et une certaine persévérance dans la stagnation nous rassure plus que toute reprise d'hostilités. Nous sommes battus d'avance ; la Confédération a institutionnalisé cette inégalité et, si nous acceptons ce système, nous nous fatiguerons quand même à défendre nos positions de conquis ! Si nous restons dans la Confédération, notre histoire est écrite d'avance et n'offre aucune possibilité de rebondissement. Nous serons le partenaire amoindri, faible, fatigué au surplus, et les variantes possibles de notre état, entre plus ou moins d'autonomie ou plus ou moins de centralisation, ne modifieront pas les positions actuelles de ce combat inégal.

Puisque j'ai parlé de combat, aussi bien tout avouer. Je sais que l'agressivité à l'égard des Canadiens anglais n'est pas un sentiment respectable, même dans les milieux séparatistes. Hélas, je suis un séparatiste basement émotif qui trouve plus sain d'avouer mes sentiments négatifs à l'égard des Canadiens anglais, ne serait-ce que pour conjurer leur éclatement collectif . . .

Pour tout dire, j'attache un certain prix aux sentiments que j'éprouve contre les Canadiens anglais, puisque ces sentiments sont à l'origine même de mes convictions séparatistes. C'est par rapport à un Canada anglais agressivement majoritaire que le Canada français se définit historiquement comme une minorité. Cette confrontation indésirable mais constante a conditionné le Canadien français à toute une série d'attitudes et de comportements dont il n'est pas encore sorti, et dont il ne pourra vraiment sortir que le jour où il sera indépendant, et encore ! . . . On connaît certains cas où la xénophobie persiste bien après que le dernier étranger a quitté le territoire national ! Nous n'en avons

pas fini avec les séquelles de notre hostilité contre les Canadiens anglais. Le séparatisme — le désir de se séparer, de devenir indépendant — ne peut naître que d'une relation entre deux individus, deux groupes, deux populations. On ne peut pas devenir indépendant d'emblée, divinement, pour rien : l'indépendance est un bien qui se gagne contre un autre qui est, à tort ou à raison, considéré comme un obstacle à celle-ci. Pour toutes ces raisons, je trouve que le mot *séparatisme* est adéquat pour définir ces divers mouvements pour l'indépendance qui existent actuellement au Québec. Nous voulons nous séparer. A priori, la séparation n'est ni bonne ni mauvaise. Il n'y a que les esprits confus ou anglicisés pour affirmer que séparation est synonyme d'isolement . . . Sans les Canadiens anglais, je veux dire sans l'irritation que chacun d'entre nous a ressentie contre eux, nous n'en serions pas aujourd'hui à étudier le problème de l'indépendance. Cette opposition émotive est fondamentale sur le plan historique, et ce serait friser le jansénisme que de vouloir la nier. Un mauvais sentiment, une irritation profonde, une souillure émotive est à la base de tout séparatisme. Il ne faut pas chercher à camoufler ce péché national pas plus qu'il ne faut céder, impulsivement ou non, au négativisme qu'il peut susciter . . .

Si on admet ce mauvais sentiment, cela nous permettra de nous comprendre, de nous accepter aussi en toute franchise, et cet aveu nous aidera aussi à comprendre l'impatience équivalente que ressentent les Canadiens anglais de nous avoir sur le bras quand ce n'est pas sur le dos ! Sur ce chapitre, ils ne sont pas plus francs que nous.

Autant, sur le plan historique, j'accorde un rôle important et générateur au sentiment anti-Canadiens anglais et à tous ses dérivés, autant, d'autre part, je ne lui accorde aucune importance sur le plan politique. En d'autres termes, c'est contre les Canadiens anglais que s'est développé notre séparatisme de minoritaires ; mais, quand il s'agit pratiquement de réaliser l'indépendance, c'est contre des Canadiens français qu'il faudra lutter. C'est sur le plan politique, et uniquement sur ce plan, qu'on dégagera un élément positif d'une Histoire dont l'origine émotive, individuelle ou collective, se fonde sur une minorisation refusée.

Maintenant que j'ai fait preuve de mauvais sentiments (avec lesquels, pour paraphraser André Gide, on fait de la bonne politique), je vais passer aux interrogations multiples que suscitent en moi la question séparatiste. Le mouvement séparatiste, dans

sa totalité, se présente comme un phénomène national, mais je doute que ce soit encore un phénomène politique. Il s'en faudrait de peu pour qu'il le devienne, et précisément je m'intéresse à cette frontière imprécise qu'il doit franchir et, pour donner dès maintenant ma conclusion, je souhaite qu'il la franchisse.

Une chose me frappe depuis quelque temps: je rencontre autour de moi de plus en plus de séparatistes. Les cas de conversion se multiplient à un rythme sans doute grisant pour nos nouveaux messies. Pourtant, monsieur Chaput n'a pas fait de miracle, il n'a pas transformé l'eau en vin; il a tout au plus démissionné de son poste de fonctionnaire fédéral. Raymond Barbeau non plus ne fait pas de miracle, ni Raoul Roy. Pourtant, j'ai le sentiment très net que nous sommes en présence d'un phénomène quasi religieux. En fait, ce n'est pas la première fois au Canada français qu'un fait politique ressemble à un succédané de religion...

Ce que je redoute le plus, c'est qu'il n'y ait pas de rapport entre le grand nombre de conversions au séparatisme et la réalisation de l'indépendance du Québec. Voici pourquoi. On se trouve pour ainsi dire débarrassé du séparatisme, quand on s'y est converti, ... un peu de la même façon que, dans certaines dénominations chrétiennes, la foi dispense des oeuvres. La foi séparatiste, au fond, quel Canadien français ne la ressent pas, ne serait-ce que dans un moment d'abandon ou de lucidité: qui de nous oserait dire que le séparatisme est mauvais en soi? Je sais, hélas, que certains le disent et ceux-là, s'ils voulaient être logiques, feraient mieux de s'assimiler systématiquement aux anglophones.

La foi donc, grosso modo, nous l'avons, mais, pour ce qui est des oeuvres, nos séparatistes me semblent plutôt contemplatifs que charitables ou, si vous voulez, plus mystiques qu'efficaces... Notre séparatisme est une forme d'envoûtement, de possession, mais le lendemain matin, tel celui qui s'adonne à un rite magique, le Canadien français retourne à la réalité fédérale et bilingue qui demeure inchangée.

Nos séparatistes font beaucoup de sermons sur la montagne, et pas assez de discours politiques...

Par exemple, un séparatiste a parlé récemment de l'éventualité d'un recours à l'ONU dans le but de nous faire octroyer l'indépendance. Cette idée me paraît refléter un véritable angélisme politique. A part de comporter un voyage agréable à New-York, ce projet relève du culte de l'impossible et ne tient compte

ni de l'Organisme international, ni des précédents historiques qui seraient de nature à décourager toute entreprise du genre . . .

A mon avis, ce qu'on néglige trop quand on raisonne de la sorte c'est le degré réel d'éducation politique des Canadiens français. Ce degré est élevé. Les Canadiens français ne s'embarqueront pas dans une galère, ou du moins ne le souhaitent pas. A la limite, à choisir entre une situation politique déficitaire et une chimère, ils s'en tiendraient plutôt . . . à la Confédération.

Et Dieu sait que la Confédération n'est pas un paradis. Sans toutefois correspondre à l'enfer politique, la Confédération est une sorte de purgatoire constitutionnel ou, si vous voulez, un cercueil en or pour une minorité pauvre ! Son seul avantage est d'exister, de pré-exister si l'on peut dire, et aussi, sans doute, d'avoir permis aux Canadiens français de prendre conscience à nouveau de leur nombre, de leur force politique et de leurs ambitions. Sans vouloir verser dans le paradoxe, je dirais qu'il faut rendre hommage à la Confédération de ce qu'elle ait enfanté, malgré elle, les mouvements séparatistes . . .

L'ennemi le plus grand de l'indépendance n'est pas à Ottawa mais à Québec. Rien n'a encore obligé le gouvernement Lesage à se définir contre les séparatistes (on croirait même par moment que son autonomisme et son rayonnement préparent les voies de l'indépendance), mais il ne fait aucun doute que si Marcel Chaput était candidat aux élections contre Jean Lesage, ce dernier ne pourrait se définir politiquement que comme un défenseur de la Confédération. Vous avouerez-vous le fond de ma pensée à ce sujet ? Daniel Johnson est en position pour coïncider Jean Lesage sur ce terrain, si son intérêt le poussait vers l'indépendance, il pourrait facilement devenir le catalyseur d'un gouvernement libéral anti-séparatiste et, par le fait même, étant donné le contraste des positions qui caractérise tout parlement, Daniel Johnson s'érigerait en leader de l'indépendance. Mais, espérons-le, j'imagine le pire.

Déclencher le nationalisme des Canadiens français n'est pas tellement difficile, et cela se pratique épisodiquement aux noms d'idéologies qui se contredisent, depuis que les tribuns du peuple ont appris que le minoritaire est un écorché vif. Le seule fois où le Canadien français est passé à l'action c'est en 1837. Depuis, il s'est fait couvrir de discours nationalistes bien sentis et de chèches bilingues . . .

Je crains précisément que, cette fois encore, la flambée nationaliste ne consume que des mots et des sentiments, et ne passe pas à la seule forme d'action politique que je reconnais saine : la lutte électorale et parlementaire. Si ce passage ne se fait pas rapidement, si les positions idéologiques du séparatisme ne se concrétisent pas sous forme d'ambition électorale forçant ainsi les ennemis de l'indépendance à jouer leurs cartes, ce mouvement d'opinion auquel nous assistons a des chances de s'asphyxier dans son lyrisme glorieux mais inefficace.

Je ne suis pas un partisan du coup d'état, du putsch, ou de ses formes dérivées ; même si, à la limite, le coup d'état d'hier m'apparaît fatal, celui de demain me semble condamnable ! Nous sommes décidément en Amérique du Nord, et nous n'avons inventé ni le cha-cha-cha ni la politique des révolutions en chaîne. Nous vivons dans un contexte politique teinté par le parlementarisme britannique ; et nous aimons la douceur. La violence ne s'apprend pas du jour au lendemain, la politique, heureusement oui ! C'est là notre seule chance. N'allons pas devenir maladroits quand nous sommes sur le point d'avoir de la méthode.

Je souhaite donc une cristallisation politique rapide de toutes nos idéologies séparatistes. Seule cette cristallisation donnera à la population canadienne-française une idée des forces politiques qui s'affrontent.

On ne peut offrir l'indépendance toute seule : il faut lui donner un nom, proposer un système politique, un programme et, bien entendu, de bons candidats ! Si les chefs séparatistes hésitent à se prononcer sur les grandes questions qui divisent le Canada français, ils n'atterriront jamais en politique. On ne peut faire de la politique sans se ranger à gauche ou à droite, sans risquer une position plutôt qu'une autre. La politique est faite de risques, d'attaques et non seulement de stratégie défensive. Il serait fâcheux de laisser le Nouveau Parti se définir comme la gauche, et la seule viable, alors que l'idéologie séparatiste peut tout aussi bien se concevoir dans une forme socialiste. Jusqu'à maintenant, hélas, le séparatisme allait de soi dans la catégorie de la droite ! Rien n'empêche l'indépendance de se réaliser dans un régime socialiste. Quand on est engagé sur la voie de la révolution, on ne peut la vouloir à demi et imparfaitement : la révolution au Québec, et je cite une parole de Marcel Rioux, la révolution sera globale ou ne sera pas . . .

L'indépendance est une notion de l'esprit. Il importe de savoir sous quelle espèce politique et parlementaire se manifestera cet être de raison qu'est l'indépendance. Il importe de savoir aussi qui se chargera de concrétiser ce rêve, qui nous conduira à la Terre promise et par quel chemin. En tant que citoyen — et j'en arrive à décliner mes préjugés — je suis séparatiste, mais je suis insatisfait des précisions qu'on apporte à ce vieux rêve révolutionnaire de tout Canadien français.

Les anciennes crises de nationalisme qui ont secoué notre minorité se sont plus ou moins soldées par des faillites, sans doute parce que nos nationalistes voulaient l'amélioration de notre condition de dépendance et non la suppression de ce rapport de dépendance. Encore aujourd'hui, des nationalistes sincères revendiquent des droits auprès d'Ottawa, sans mesurer à quel point ce type de nationalisme tend à perpétuer un lien de dépendance, c'est-à-dire un rapport de minorité revendicatrice à majorité plus ou moins conciliante. En fait, ceux qui acceptent la Confédération acceptent d'être minoritaires ; ils acceptent un état dont la manifestation principale et significative est précisément la revendication. Au cours de notre Histoire, nous avons précisément confondu nationalisme et défense de nos droits, alors qu'il y a, selon moi, opposition entre ces deux attitudes. Le défenseur de nos droits est un minoritaire résigné, tandis que le nationaliste, en voulant d'abord la nation, veut que cesse la mise en tutelle de celle-ci. Les vrais nationalistes veulent la séparation et l'indépendance, non pas la perpétuation d'une situation de province ou de minorité.

Il serait utile, dans le but de nous comprendre et non d'ostraciser certains d'entre nous, de diviser politiquement les hommes publics et les citoyens canadien-français selon ce critère différentiel : veulent-ils que le Canada français accède à l'indépendance ? Nous obtiendrions ainsi deux catégories de nationalistes canadiens-français : ceux qui combattent la Confédération et ceux qui la défendent. Un moyen terme est souvent invoqué : de refaire la Confédération comme un pacte entre deux nations égales. Mais j'imagine mal la réalisation d'un tel plan qui aurait peut-être réussi il y a cent ans, car, il serait difficile au Canadien français de se sentir égal dans une situation inchangée où il a toujours été le partenaire moindre et, de plus, comment concevoir un système politique où une minorité démographique serait en état d'égalité politique. Bon, je discarte cette utopie à laquelle se

raccrochent certains fédéralistes de bonne volonté mais dont la lucidité est moins sûre.

Revenons à ma division antérieure: d'un côté les fédéralistes revendicateurs, de l'autre les séparatistes. Ces deux groupes constituent les deux pôles de pensée qui divisent actuellement le Canada français, et il me paraît souhaitable d'accentuer cette double polarisation de telle sorte que le Parlement du Québec reflète ces deux tendances profondes de la pensée canadienne-française, et non pas deux variantes d'un même attachement au système confédératif. Jean Lesage et Daniel Johnson sont deux chefs de partis provincialistes, dont le postulat de base est à peu près le même: la Province de Québec doit avoir la part qui lui revient dans la Confédération. Qu'un parti séparatiste aille siéger à la législature du Québec, même sur les bancs de l'opposition, et alors, il me semble, le parlement québécois reflètera les vraies tendances de la nation canadienne-française, exprimera ses véritables conflits et réussira peut-être à les résoudre. Encore faut-il, pour cela, que le séparatisme se présente comme une force politique et non seulement comme une mystique. La conversion des Canadiens français à l'indépendance est un premier pas; n'attendons surtout pas qu'elle soit unanime pour qu'elle soit efficace, elle ne sera jamais unanime, pas plus que ne l'a été l'adhésion à la Confédération.

Les précautions oratoires employées jusqu'à maintenant par les séparatistes dans le but de prouver qu'ils sont doux, ont sans doute convaincu leur auditoire mais eux, en revanche, semblent se conformer à cette image apaisante qu'ils ont donnée aux autres. La douceur est une qualité par rapport à la violence qu'on redoute chez tout révolutionnaire; mais tant de douceur et de patience risquent d'épuiser les éléments de la population québécoise qui sont disponibles pour un vrai changement. De nos jours, le séparatisme se porte "moderato cantabile"; c'est un signe des temps ou une manifestation supplémentaire de notre sens démocratique. Seulement il ne faut pas rêver. Le public attend quelque chose de plus radical, de plus avoué, de plus révolutionnaire; du moins, c'est mon cas, je n'attends pas des révolutionnaires à mitraillettes ou à képis, mais des révolutionnaires qui n'ont pas plus peur des mots que des réalités. L'excès d'habileté risque d'annuler celle-ci: on ne parle plus de socialisme (dans ce domaine le NP dépasse tout, car lui-même s'en abstient), on ne soulève pas la question de l'éducation, des écoles

confessionnelles ou laïques, on ne se place ni à gauche ni à droite du régime actuel . . . on veut se placer au-dessus.

J'ai l'intuition que nos leaders séparatistes se modèlent plus d'après des archétypes canadiens-anglais que canadiens-français . . . Sournoisement, les Canadiens anglais nous ont imposé un certain type de chefs, plus négociateurs que révolutionnaires, dont Mackenzie King est un exemple et Louis Saint-Laurent son pendant canadien-français. Ce qu'il y a eu de fâcheux dans cet emprunt, c'est que nos chefs politiques ont pris les allures de leurs modèles anglophones sans en adopter le dynamisme réel, ni leurs forces d'entreprendre et de construire. La tradition révolutionnaire du Canada français a été l'objet d'une vaste et constante entreprise de refoulement dont nos chefs politiques sont les produits.

La révolution est une entreprise qui doit se dégager nettement du fond de malentendus et de compromis qu'est le régime de Québec. L'indépendance c'est le contraire politique de l'autonomie, même si, sur un plan historique, on peut la considérer comme son prolongement. Il n'y a rien de commun entre un séparatiste et un autonomiste : l'un veut la sécession du Québec, l'autre veut sa participation, plus ou moins intégrée, à la Confédération.

La confusion naît peut-être du fait que les autonomistes et les séparatistes sont en état de tension avec Ottawa, mais elle ne devrait pas durer plus longtemps. Les séparatistes s'ils veulent être logiques, doivent considérer le gouvernement de Québec comme leur seul et unique ennemi ! Et si le gouvernement provincial, si autonomiste soit-il, est l'ennemi, c'est contre lui qu'il faut déployer toute stratégie, c'est lui qu'il faut déloger, à moins qu'on se contente de le convertir.

Si je préconise, dans ce domaine, une stratégie précipitée, c'est que je crois, d'autre part, à la précipitation de l'Histoire. Dans le contexte actuel, les séparatistes se sont fait des ennemis à Ottawa, tandis que le gouvernement Lesage continue de fonctionner avec la bénédiction tacite ou confuse des révolutionnaires . . . En art militaire pas plus qu'en politique, la lenteur est une stratégie habile. Le contraire est plutôt vrai. Pour être efficace, une politique doit être mobile et rapide — tout au moins plus rapide que la politique adverse. Si on laisse au Gouvernement de Québec, talonné dans ce sens par l'opposition, le temps d'instaurer une autonomie de bon aloi dans la Province, il sera d'autant plus difficile de persuader les électeurs d'accepter une révolution

nationale. Les libéraux font peut-être inconsciemment le travail préalable à l'indépendance, mais ils le font si bien qu'ils peuvent saboter toute possibilité d'indépendance. L'indépendance ne peut pas être assimilée à une loi qu'on vote, parmi tant d'autres, comme si de rien n'était. C'est une notion politique révolutionnaire, et c'est comme telle qu'on doit la présenter aux Canadiens français. Ce serait les sous-estimer que de camoufler ou d'atténuer la portée révolutionnaire de l'indépendance ; et aussi, par cette domestication légaliste qui se veut trop évidemment habile, on empêchera les vraies forces en présence impliquées de se dégager, de se manifester. Dans les discours séparatistes, dont je lis la transcription dans les journaux, on a tendance à atténuer les difficultés de l'indépendance, on essaie de dorer la pilule à la population qui aurait plutôt besoin d'être au plus vite mise en présence d'un jeu de forces dont elle serait l'arbitre par voie d'élections.

Je suis favorable à l'indépendance du Québec, et je veux bien continuer de l'être ; mais qu'on me propose une alternative politique, un choix, une décision . . . Je souhaite qu'on nous propose la révolution nationale comme telle — et non pas comme un chapitre rajouté aux Statuts de la Reine, ou un protocole diplomatique qu'il faut régler aux Nations Unies. Je veux l'indépendance, oui. Mais je ne saurais me contenter d'une essence d'indépendance ; j'aimerais qu'elle soit aussi existence, qu'elle ait une forme précise, qu'elle comporte un programme politique précis . . . L'indépendance n'est pas nécessairement une amélioration de notre condition présente dans la Confédération ; l'indépendance ne sera pas idyllique, et ne peut l'être. Elle ne peut être qu'une révolution — et, en cela, elle constitue une étape politique importante, mais pleine d'embûches, qu'un peuple demeure libre de vouloir franchir ou non.

Hubert AQUIN